

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Mâcon  
37 boulevard Henri Dunant  
CS 80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Le, 01/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/06/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **PURFER-DERICHEBOURG (ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT)**

ZI des Bruyères 13 avenue Ampère  
71000 MACON

Références : XB/NM/2022/M\_192

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/06/2022 dans l'établissement PURFER-DERICHEBOURG (ex GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT) implanté ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 MACON. L'inspection a été annoncée le 24/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site a fait l'objet d'une plainte le 23/09/2020, pour les nuisances sonores, les rejets aqueux et les poussières.

Suite à cette plainte, une visite d'inspection de l'établissement a été diligentée le 17/03/2021.

Cette visite a abouti à la signature de l'arrêté préfectoral du 19/05/2021 mettant en demeure l'exploitant de respecter les niveaux sonores et les émergences sonores, et de mettre en place des Robinets Incendie Armées (RIA).

Depuis, un contrôle inopiné sur les rejets aqueux réalisé le 01/12/2021 s'est avéré non conforme.

Enfin, la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT a été rachetée par la société PURFER en début d'année 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PURFER
- ZI des Bruyères 13 avenue Ampère 71000 MACON
- Code AIOT dans GUN : 0024700069
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

L'établissement exploite des installations de :

- tri, transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux,
- traitement de déchets non dangereux (cisailage de déchets de métaux),
- stockage, dépollution et démontage de véhicules hors d'usage.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les suites de la mise en demeure prise par arrêté préfectoral du 19/05/2021 ;
- les suites de la précédente visite d'inspection du 17/03/2021 n'ayant pas fait l'objet de réponses satisfaisantes ;
- les résultats du dernier contrôle inopiné des rejets aqueux.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée,
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées,
  - les observations éventuelles,
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous),
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

L'exploitant confirme que le rachat de GDE par PURFER est effectif au 01/04/2022.

Il y a donc changement de numéro SIRET. Le nouveau numéro SIRET de l'établissement est le n°332 628 171 00552.

Il s'agit d'un changement d'exploitant.

**La société PURFER doit donc :**

- **demander l'autorisation de changement d'exploitant conformément aux articles R.181-47 et R.516-1 du code de l'environnement ;**
- **demander l'agrément de centre VHU, conformément aux articles R.543-162 et R.515-37 du code de l'environnement.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Nuisances sonores	AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1	/	Astreinte
Robinetts d'incendie armés (RIA)	AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1	/	Astreinte

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Fréquence de mesure des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 8.2.3.1	/	Sans objet
Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.2.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rejets aqueux	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 et 17	/	Sans objet
Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets	Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 8.2.2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le rachat de l'établissement GDE par PURFER implique des changements d'interlocuteurs et des pertes d'informations.

**Ce changement d'exploitant implique pour la société PURFER de :**

- demander l'autorisation de changement d'exploitant conformément aux articles R.181-47 et R.516-1 du code de l'environnement ;
- demander l'agrément de centre VHU, conformément aux articles R.543-162 et R.515-37 du code de l'environnement.

L'établissement a peu progressé dans la recherche d'une solution pour résoudre les émergences sonores non conformes. Ce qui nous conduit à proposer des suites administratives.

Les R.I.A. ont été installés mais n'ont fait l'objet d'aucun PV d'installation et d'aucun essai. De sorte que l'exploitant n'est pas en mesure de prouver leur bon fonctionnement.

Les dernières analyses sur les rejets aqueux montrent un retour à la conformité.

Enfin, même si les travaux sur les installations électriques ont permis de lever de nombreuses observations, il reste à lever les observations résiduelles.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Nuisances sonores

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveaux de bruit et émergences
<b>Prescription contrôlée :</b> La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé LA GUERRE, 14540 CASTINE-EN-PLAINE, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite 13 rue Ampère à Mâcon, de respecter : (1) les articles 6.2.1 et 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé, en : <ul style="list-style-type: none"><li>- fournissant des propositions de mise en conformité avec l'appui d'un bureau d'études spécialisées en acoustique dans un délai de 3 mois. Cette proposition devra être accompagnée de justifications basées sur des modélisations acoustiques réalisées par un bureau d'étude spécialisé en acoustique ;</li><li>- transmettant le ou les bons de commande pour la réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 5 mois ;</li><li>- transmettant un échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité dans un délai de 6 mois ;</li><li>- réalisant les travaux de mise en conformité dans un délai de 17 mois ;</li><li>- le retour à la conformité devra être justifié par la réalisation de nouvelles mesures de la situation acoustique dans un délai de 18 mois.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Les délais des 3 premiers tirets sont échus. Les délais des 2 derniers tirets ne sont pas échus  L'exploitant remet en séance une étude acoustique du 10/11/2021. Cette étude acoustique est réalisée sur la base de mesures acoustiques de juin 2021 et octobre 2021.  L'étude acoustique comprend une modélisation effectuée à partir du niveau sonore des équipements. Des calculs sont effectués avec : <ul style="list-style-type: none"><li>• le fonctionnement simultané des sources : les niveaux de bruit et d'émergence sont non conformes ;</li><li>• le fonctionnement simultané des sources avec un correctif appliqué sur chaque source en fonction de son temps de fonctionnement (certaines sources peuvent générer des niveaux de bruits importants mais sur un temps très bref) : les niveaux de bruit et d'émergence sont non conformes.</li></ul> <b><u>Demande de compléments n°1 :</u></b> Concernant l'application de correctif à la modélisation, on rappelle que la mesure de bruit doit être réalisée sur un temps de 30 minutes au minimum. Les mesures de bruit ne sont pas réalisées pour obtenir un niveau de bruit moyenné sur un temps plus long. Cette pratique doit donc être justifiée plus en détail et ne pas conduire à mettre en place des solutions qui ne permettraient pas un retour réel à la conformité.

<p>L'étude acoustique établit des propositions de traitement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• configuration 1 : suppression des sources liées à la cisaille et au déchargement des jantes alu ;</li> <li>• configuration 2 : agrandissement du mur existant au niveau de la zone cisaille à 8 m de hauteur et ajout d'un mur de 8 m de hauteur à proximité de la zone des racks.</li> </ul> <p>La configuration 1 permettrait un retour à la conformité avec l'application des correctifs évoqués ci-dessus.</p> <p>La configuration n°2 ne permet pas un retour à la conformité, même avec l'application des correctifs évoqués ci-dessus.</p> <p>Le responsable QSE indique, lors de la visite, que la suppression de la cisaille n'est pas envisageable. En effet, il s'agit du principal outil de production du site. La configuration 1 ne paraît pas envisageable.</p> <p><b>Non conformité n°1 :</b> En conclusion, l'étude acoustique propose des solutions qui ne paraissent pas réalistes d'après l'exploitant. Le premier tiret de la mise en demeure n'est donc pas respecté. Le délai de 3 mois est échu.</p> <p><b>Non conformité n°2 :</b> Aucune commande pour des travaux de mise en conformité n'a été passée. Or, le délai de 5 mois est dépassé.</p> <p><b>Non conformité n°3 :</b> Aucun échéancier de réalisation des travaux de mise en conformité n'a été transmis. Le délai de 6 mois est échu.</p> <p><b>Nous proposons donc des suites administratives pour ces trois points qui relèvent du non-respect d'une mise en demeure.</b></p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

**Nom du point de contrôle :** Fréquence de mesure des niveaux sonores

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 8.2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, niveaux de bruit et émergences
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dans un délai de six mois à compter de la date de mise en service des installations puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé au présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspection des installations classées pourra demander.</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant remet en séance une étude acoustique du 10/11/2021. Cette étude acoustique est réalisée sur la base de mesures acoustiques de juin 2021 et octobre 2021. Les rapports de mesures ne sont pas joints à cette étude.</p> <p><b>Demande de compléments n°2 :</b> transmettre les rapports de mesures de bruit de juin 2021 et octobre 2021.</p>
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Robinets d'incendie armés (RIA)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 19/05/2021, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Défense contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> La société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT dont le siège social est situé LA GUERRE, 14540 CASTINE-EN-PLAINE, est mise en demeure, pour son établissement qu'elle exploite 13 rue Ampère à Mâcon, de respecter : (2) l'article 7.5.3 de l'arrêté préfectoral du 9 décembre 2008 susvisé en : <ul style="list-style-type: none"><li>◦ transmettant une étude de mise en place des RIA sur site comportant le plan de positionnement des R.I.A., la copie des commandes effectuées pour la réalisation des travaux et un planning de travaux, dans un délai de 2 mois ;</li><li>◦ mettant en place les R.I.A. dans un délai de 8 mois.</li></ul>
<b>Constats :</b> Un devis accompagné du positionnement proposé des RIA a été transmis par courriel du 11/06/2021. La commande d'achat du 22/06/2021 pour la mise en œuvre de R.I.A. a été transmise par courriel du 04/08/2021. Par courriel du 04/08/2021, GDE a indiqué que les travaux devaient commencer le 04/10/2021 pour une durée de 2 mois. Le jour de la visite, nous constatons la présence des RIA positionnés tel que prévu dans le courriel du 11/06/2021. L'exploitant précise que les RIA ont été installés aux environs de fin mars 2022, plus tard que ce qui a été envisagé.  Les RIA doivent faire l'objet d'une visite de réception en présence de l'installateur et de l'utilisateur ayant pour but de contrôler la conformité de l'installation avec un référentiel préalablement défini et les spécifications figurant dans le dossier technique. Cette réception doit faire l'objet d'un procès-verbal. Cette visite de réception avec procès verbal est prévue par la norme NF S62-201 relative aux Robinets d'incendie armés équipés de tuyaux semi-rigides (R.I.A.) et par la règle APSAD R5. Dans ce dernier cas, la validation donne lieu à la délivrance d'un certificat de conformité N5.  <b>Non conformité n°4 :</b> Les RIA n'ont encore fait l'objet d'aucune réception de la part de la société qui les a installés. Il est par conséquent impossible de les considérer comme fonctionnels.
<b>Observations :</b> On rappelle que l'article 7.3.3 de l'arrêté préfectoral du 09/12/2008 précise que le personnel reçoit une formation sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Or, aucune formation des salariés à l'usage des RIA n'a encore été réalisée. Cette formation est à prévoir, une fois la réception et les essais des RIA effectués.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte

**Nom du point de contrôle : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 31 et 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Art. 31 de l'AM du 26/11/2012 (AM E 2712) : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH 5,5 – 8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;</li><li>- température &lt; 30 °C ;</li><li>- Matières en suspension : 35 mg/l.</li><li>- DCO : 125 mg/l ;</li><li>- DBO5 : 30 mg/l.</li><li>- Chrome hexavalent : 0,1 mg/l ;</li><li>- Plomb : 0,5 mg/l ;</li><li>- Hydrocarbures totaux : 5 mg/l ;</li><li>- Métaux totaux : 15 mg/l. Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.</li></ul> Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.  Art. 17 de l'AM du 06/06/2018 (AM E 2713) : <ul style="list-style-type: none"><li>• MES : 100 ou 35 mg/l suivant que le flux journalier maximal est inférieur ou égal à 15 kg/j ou supérieur à 15 kg/j ;</li><li>• DCO : 300 ou 125 mg/l suivant que le flux journalier maximal est inférieur ou égal à 50 kg/j ou supérieur à 50 kg/j ;</li><li>• As, Cd, Mercure : 25 µg/l ;</li><li>• Cr : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ;</li><li>• Cu : 0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ;</li><li>• Ni : 0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ;</li><li>• Plomb : 0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j ;</li><li>• Zn : 0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j ;</li><li>• indice phénol : 0,3 mg/l ;</li><li>• Cyanures libres : 0,1 mg/l ;</li><li>• HCT : 10 mg/l ;</li><li>• HAP : 25 µg/l ;</li><li>• AOX : 1 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le contrôle inopiné du 01/12/2021 fait état des non conformités en DCO, DBO5, MES et Fer+Alu.  L'exploitant indique que le séparateur d'hydrocarbure a fait l'objet d'un nettoyage complet le 20/05/2022. Vu le BSDD (8,1 tonnes). Le séparateur serait nettoyé 2 fois par an.  De nouvelles analyses ont eu lieu à partir d'un prélèvement effectué le 23/05/2022. Vu le bordereau d'analyse du 03/06/2022. Le rejet est à nouveau conforme pour les MES (11 mg/l), la DCO (47 mg/l), la DBO5 (1,5 mg/l = LQ/2) et les HCT (2,57 mg/l).
<b>Observations :</b> Pour les prochaines analyses annuelles, reprendre l'ensemble des paramètres listés dans les différents arrêtés ministériels applicables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Fréquences et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/12/2008, article 8.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Fréquences, et modalités de l'auto surveillance de la qualité des rejets. Les dispositions minimums suivantes sont mises en œuvre : - MES, DBO5, DCO et HCT : trimestrielle ; - MES, DBO5, DCO, HCT, Cr6+, Plomb et métaux totaux : annuelle en mesures comparatives (organisme extérieur) ;  Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.
<b>Constats :</b> Conditions de prélèvements ont fait l'objet d'une procédure rédigée suite à la dernière visite d'inspection. L'animateur QSE, qui a réalisé le prélèvement du 23/05/2022, connaissait cette procédure et indique l'avoir suivie. Ainsi, le prélèvement a été constitué à partir de deux prélèvements espacés d'1/2 h.  Les analyses ont été réalisées moins de 48 h après le prélèvement.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Vérification des installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 09/12/2008, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
<b>Prescription contrôlée :</b> Installations électriques : Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur. [...] Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. [...]
<b>Constats :</b> GDE a transmis : <ul style="list-style-type: none"><li>• par courriel du 30/03/2021, le devis détaillé de l'entreprise d'électricité pour la correction des observations relevées dans les contrôles périodiques des installations électriques ainsi que le bon de commande ;</li><li>• par courriel du 10/08/2020, le courrier de l'entreprise d'électricité choisie attestant avoir levé l'ensemble des 70 observations du rapport d'intervention hormis :<ul style="list-style-type: none"><li>◦ observation 1 : absence de plan du tracé des canalisations enterrées. A établir et à joindre au dossier technique ;</li><li>◦ observations 4 à 6 concernant le poste de transformation H.T. ;</li><li>◦ observations 43 à 44 concernant la zone portail coffret 4 PC.</li></ul></li></ul> Vu le dernier rapport de vérification des installations électriques de SOCOTEC du 17/02/2022 référencé 920Y0/22/613. Ce rapport comprend bien moins d'observations, 13 en tout. Parmi ces observations, on retrouve les observations relatives à l'absence de plan du tracé des canalisations enterrées (obs 1) et au poste de transformation H.T. (obs 2 à 4). Les autres observations étaient déjà signalées également.  <b>Non conformité n°5 (RAPPEL) :</b> Même si les travaux engagés ont permis de lever de nombreuses observations, les travaux relatifs au poste de transformation H.T. ainsi que d'autres observations résiduelles restent à lever.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet